

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 98 — 142

[S - C - 97/29467]

8 SEPTEMBRE 1997. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1991 fixant les règles des ajustements des dotations de périodes dans l'enseignement de promotion sociale

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du Conseil de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, notamment l'article 87, tel que modifié;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1991 fixant les règles des ajustements des dotations de périodes dans l'enseignement de promotion sociale, modifié par les arrêtés de l'Exécutif de la Communauté française du 23 décembre 1992 et du Gouvernement de la Communauté française des 14 septembre 1994 et 11 décembre 1996;

Vu le protocole du 19 juin 1997 du Comité de secteur IX et du Comité des services publics provinciaux et locaux section II, siégeant conjointement;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 8 août 1997;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 8 août 1997;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 24 juillet 1997 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 25 août 1997, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 5 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1991 fixant les règles des ajustements des dotations de périodes dans l'enseignement de promotion sociale, modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 23 décembre 1992 et par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 14 septembre 1994 et 11 décembre 1996, sont apportées les modifications suivantes :

1° Le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Pour chacun des cours visés à l'article 4, la dotation de périodes symbolisée par la lettre D est calculée, selon le cas, par une des formules suivantes :

$$D = G * \left\{ X * \frac{N(N+1)}{2} + \frac{X}{2} \left\{ U - \frac{N(N+1)}{2} \right\} * C \right\} \text{ si } Ne > Ncf;$$

$$D = G * \left\{ X * \frac{N(N+1)}{2} + \frac{X}{2} \left\{ U - \frac{N(N+1)}{2} \right\} * C \right\} \text{ si } Ne \leq Ncf;$$

2° Le paragraphe 1^{er} est complété par l'alinéa suivant :

« le symbole G représente la valeur du coefficient global qui affecte le calcul de l'ensemble de la dotation de périodes. La valeur de ce coefficient est fixée, chaque année, par le Ministre de la Communauté française ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions. »;

3° Le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, est remplacé par l'alinéa suivant :

« A partir de l'année civile 1998, chaque pouvoir organisateur peut consacrer une partie de sa dotation de périodes à l'ensemble des activités suivantes : réunion du Conseil des Etudes, opérations d'admission, de suivi pédagogique, de sanction des études et d'expertise pédagogique et technique. »;

4° Un paragraphe 3bis, rédigé comme suit, est inséré :

« § 3bis. A partir de l'année civile 1996, pour l'ajustement de la dotation de périodes, les périodes converties en emplois d'encadrement en application de l'article 111, § 1^{er}, alinéa 6, du décret du 16 avril 1991 précité s'ajoutent à la dotation de périodes de la deuxième année civile qui suit. »;

5° Un paragraphe 3ter, rédigé comme suit, est inséré :

« § 3ter. Les périodes visées aux § 3 et § 3bis ne peuvent, de manière cumulée, dépasser un total de 2000 périodes et 8 % de la dotation de périodes visée à l'article 82 du décret du 16 avril 1991 précité. »;

6° Un paragraphe 3quater, rédigé comme suit, est inséré :

« § 3quater. A partir de l'année civile 1997, pour l'ajustement de dotation de périodes, les périodes déduites de la dotation/école en application de l'article 87bis, § 2, du décret du 16 avril 1991 précité s'ajoutent à la dotation de périodes calculée suivant les formules précitées, pour constituer la dotation de périodes de la deuxième année civile qui suit. »;

7° Un paragraphe 3quinquies, rédigé comme suit, est inséré :

« § 3quinquies. Les périodes résultant de la conversion de certains emplois en application de l'article 111, § 1^{er}, alinéa 6, du décret du 16 avril 1991 précité n'interviennent pas dans le mode de calcul déterminé au § 1^{er}.

Ces périodes sont allouées à chaque pouvoir organisateur aussi longtemps qu'est effective la conversion visée à l'article 111, § 1^{er}, alinéa 6. »;

8° Le paragraphe 6, alinéa 2, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Pour l'application de cette disposition, il y a lieu d'entendre par implantation :

1° le siège de l'établissement ainsi que les établissements fusionnés qui sont situés à plus de 10 kilomètres du siège de l'établissement et qui existaient à la date du 31 août 1986;

2° les implantations autorisées par dépêche ministérielle antérieure au 1^{er} juillet 1991, à la condition que ces implantations soient à plus de 10 kilomètres du siège de l'établissement et que des cours de promotion sociale y aient été organisés chaque année depuis l'autorisation d'ouverture;

3° les sièges et implantations des établissements fusionnés après le 1^{er} septembre 1997, à condition que, dans ces établissements ou implantations des cours de promotion sociale soient organisés chaque année à partir de la fusion;

4° les implantations ayant fait l'objet d'une restructuration autorisée par le Gouvernement en application de l'article 96^{ter} du décret du 16 avril 1991 précité à condition que, dans ces implantations des cours de promotion sociale aient été organisés chaque année depuis la restructuration et uniquement pour les formations préexistantes à la restructuration et celles qui résultent de l'application de l'article 24, § 4, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement. »;

9° Le paragraphe 10 est remplacé par la disposition suivante :

« Le coefficient G s'applique également aux périodes attribuées conformément aux §§ 2, 3, 3^{bis} et 3^{quater} ».

Art. 2. Un article 9^{bis}, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 9^{bis}. A partir de l'année scolaire 1997-1998, le nombre d'étudiants réguliers pris en compte pour l'application des articles 6, 7, 8 et 9 est calculé en fonction d'une moyenne reprenant :

1° à raison de 60 % le nombre d'étudiants réguliers comptabilisés au premier dixième de la durée de la formation;

2° à raison de 40 % le nombre d'étudiants réguliers comptabilisés au cinquième dixième de la durée de la formation. »

Art. 3. Un article 12^{bis}, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 12^{bis}. La dotation de périodes attribuée à l'établissement en application du présent arrêté ne peut être inférieure de plus de 8 % à la dotation de périodes de l'année civile qui précède.

Compte tenu des transferts de périodes liés aux restructurations visées à l'article 96^{ter} du décret du 16 avril 1991 précité, la mesure visée à l'article 10 s'applique globalement à l'ensemble des établissements concernés.

La compensation de périodes attribuées aux établissements dont la perte est de plus de 8 % est imputée à l'ensemble des établissements dont la dotation augmente de plus de 8 %, proportionnellement à la partie de leur dotation supérieure à 108 % de la dotation de l'année civile précédente. »

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1998.

Art. 5. Le Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 8 septembre 1997.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 98 — 142

[S - C - 97/29467]

8 SEPTEMBER 1997. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 27 december 1991 tot vaststelling van de regels voor de aanpassing van de lestijdendotaties in het onderwijs voor sociale promotie

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, inzonderheid op artikel 87, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 27 december 1991 tot vaststelling van de regels voor de aanpassing van de lestijdendotaties in het onderwijs voor sociale promotie, gewijzigd bij de besluiten van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 23 december 1992 en van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 september 1994 en 11 december 1996;

Gelet op het protocol van 19 juni 1997 van Sectorcomité IX en van het Comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, afdeling II, in gemeenschappelijke vergadering;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 8 augustus 1997;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 8 augustus 1997;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 24 juli 1997 over de vraag om advies dat door de Raad van State binnen een termijn van één maand moet worden gegeven;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 25 augustus 1997, in toepassing van artikel 84, lid 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,

Besluit :

Artikel 1. Aan artikel 5 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 27 december 1991 tot vaststelling van de regels voor de aanpassing van de lestijndotaties in het onderwijs voor sociale promotie, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 23 december 1992 en bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 september 1994 en 11 december 1996, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Paragraaf 1, lid 1, wordt door volgend lid vervangen :

« Voor elke in artikel 4 bedoelde leergang wordt de lestijndotatie, met als symbool de letter D, berekend, naargelang het geval, volgens één van de volgende formules :

$$D = G * \left\{ X * \frac{N(N+1)}{2} + \frac{X}{2} \left\{ U - \frac{N(N+1)}{2} \right\} * C \right\} \text{ indien } Ne > Ncf;$$

$$D = G * \left\{ X * \frac{N(N+1)}{2} + \frac{X}{2} \left\{ U - \frac{N(N+1)}{2} \right\} * C \right\} \text{ indien } Ne \leq Ncf;$$

2° Paragraaf 1 wordt aangevuld met volgend lid :

« het symbool G vertegenwoordigt de waarde van de globale coëfficiënt toegepast voor de berekening van het geheel van de lestijndotatie. De waarde van deze coëfficiënt wordt ieder jaar door de Minister van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort, bepaald. »;

3° Paragraaf 3, lid 1, wordt door volgend lid vervangen :

« Met ingang van het burgerlijk jaar 1998, kan iedere inrichtende macht een deel van haar lestijndotatie besteden aan het geheel van de volgende activiteiten : vergadering van de Studiënraad, toelating, opvoedkundige follow-up, bekrachtiging van de studies en opvoedkundige en technische expertise. »;

4° Er wordt een paragraaf *3bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« § *3bis*. Met ingang van het burgerlijk jaar 1996, voor de aanpassing van de lestijndotatie, worden de lestijden omgezet in begeleidingsbetrekkingen in toepassing van artikel 111, § 1, lid 6, van het voornoemd decreet van 16 april 1991, toegevoegd aan de lestijndotatie voor het tweede volgend burgerlijk jaar. »;

5° Er wordt een paragraaf *3ter* ingevoegd, luidend als volgt :

« § *3ter*. De lestijden bedoeld bij de § 3 en § *3bis*, mogen, gecumuleerd, niet een totaal van 2000 lestijden overschrijden en 8 % van de lestijndotatie bedoeld bij artikel 82 van het voornoemd decreet van 16 april 1991. »;

6° Er wordt een paragraaf *3quater* ingevoegd, luidend als volgt :

« § *3quater*. Met ingang van het burgerlijk jaar 1997, voor de aanpassing van de lestijndotatie, worden de lestijden afgetrokken van de dotatie/school in toepassing van artikel 87, § 2, van het voornoemd decreet van 16 april 1991 toegevoegd aan de lestijndotatie berekend volgens voornoemde formules, om de lestijndotatie te vormen van het tweede volgend burgerlijk jaar. » ;

7° Er wordt een paragraaf *3quinqües* ingevoegd, luidend als volgt :

« § *3quinqües*. De lestijden voortkomend uit de omzetting van sommige betrekkingen bij toepassing van artikel 111, § 1, lid 6, van het voornoemd decreet van 16 april 1991 komen niet in aanmerking voor de in § 1 bepaalde berekening.

Deze lestijden worden aan iedere inrichtende macht toegekend zolang de bij artikel 111, § 1, lid 6, bedoelde omzetting geldig blijft. »;

8° Paragraaf 6, lid 2, wordt door volgend lid vervangen :

« Voor de toepassing van deze bepaling dient onder "vestiging" verstaan te worden :

1° de zetel van de inrichting alsook de gefuseerde inrichtingen die verder gelegen zijn dan 10 km van de zetel van de inrichting en die al bestonden op 31 augustus 1986;

2° de vestigingen gemachtig bij ministerieel aanschrijven van vóór 1 juli 1991, op voorwaarde dat deze vestigingen verder gelegen zijn dan 10 km van de zetel van de inrichting en dat ieder jaar vanaf de machtiging tot opening er cursussen voor sociale promotie worden ingericht;

3° de zetels en de vestigingen van de na 1 september 1997 gefuseerde inrichtingen, op voorwaarde dat in deze inrichtingen of vestigingen ieder jaar vanaf de fusie cursussen voor sociale promotie ingericht worden;

4° de vestigingen die een door de Regering toegelaten herstructurering hebben ondergaan in toepassing van artikel 96ter van het voornoemde decreet van 16 april 1991, op voorwaarde dat in deze vestigingen ieder jaar na de herstructurering cursussen voor sociale promotie werden ingericht en enkel voor de vormingscursussen van voor de herstructurering en deze die voortkomen uit de toepassing van artikel 24, § 4, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving. »;

9° Paragraaf 10 wordt door de volgende bepaling vervangen :

« De coëfficiënt G is ook van toepassing voor de lestijden toegekend overeenkomstig §§ 2, 3, *3bis* en *3quater* ».

Art. 2. Er wordt een artikel *9bis* ingevoegd in hetzelfde besluit, luidend als volgt :

« Art. *9bis*. Met ingang van het schooljaar 1997-1998 wordt het aantal regelmatige studenten die in aanmerking worden genomen voor de toepassing van de artikelen 6, 7, 8 en 9 berekend in functie van een gemiddelde, gevormd :

1° tot beloop van 60 %, door het aantal regelmatige studenten berekend tot het eerste tiende van de duur van de vorming;

2° tot beloop van 40 % het aantal regelmatige studenten berekend tot het vijfde tiende van de duur van de vorming. »

Art. 3. Er wordt een artikel 12bis in hetzelfde besluit ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 12bis. De lestijndotatie toegekend aan de inrichting bij toepassing van dit besluit kan niet lager liggen dan 8 % van de lestijndotatie van het voorafgaand burgerlijk jaar.

Rekening houdend met de overdracht van lestijden gebonden met de herstructureringen bedoeld in artikel 96ter van het voornoemd decreet van 16 april 1991, is de maatregel bedoeld bij artikel 10 globaal van toepassing op het geheel van de betrokken inrichtingen.

De compensatie van lestijden toegekend aan de inrichtingen waarvan het verlies hoger ligt dan 8 % wordt aangerekend op het geheel van de inrichtingen waarvan de dotatie toeneemt met meer dan 8 %, evenredig met het deel van hun dotatie die hoger ligt dan 108 % van de dotatie van het vorig burgerlijk jaar. »

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1998.

Art. 5. De Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 8 september 1997.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 98 — 143

[C - 98/27016]

8 JANVIER 1998. — Arrêté du Gouvernement wallon portant règlement d'une subvention supplémentaire de 5 francs octroyée aux services agréés d'aide aux familles et aux personnes âgées par heure prestée en 1997 au bénéfice d'usagers habitant des communes à faible densité de population

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu les lois relatives à la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991;

Vu le décret du 19 décembre 1996 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1997, section 17, programme 04, allocations de base 33.65.04 et 43.65.04;

Vu l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non-marchand;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997 relatif au contrôle administratif et budgétaire;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1988 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 1996;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 24 décembre 1997;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973 et notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité de compenser sans retard les pertes financières des services agréés d'aide aux familles et aux personnes âgées intervenant chez les usagers habitant des communes à faible densité de population;

Sur proposition du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Arrête :

Article 1^{er}. Une subvention supplémentaire de 5 francs est octroyée aux services d'aide aux familles et aux personnes âgées, par heure prestée en 1997, au bénéfice d'usagers habitant des communes à faible densité de population.

Art. 2. Les services d'aide aux familles et aux personnes âgées visés par le présent arrêté sont les services agréés sur base de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1988 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services, modifié notamment par l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 1996.

Art. 3. Les communes à faible densité de population sont les communes dont la population a une densité inférieure ou égale à 120 habitants par kilomètre carré.

Art. 4. La densité de la population est déterminée grâce :

1° à la superficie des communes telle que communiquée par l'Administration centrale du Cadastre du Ministère des Finances;

2° aux chiffres de la population de droit par commune à la date du 1^{er} janvier 1997 tels que publiés au *Moniteur belge* du 2 juillet 1997, par l'Institut national de Statistique.